

L'émissaire d'Obama pour une transition avec Moubarak

Au lendemain du «vendredi du départ», qui a vu des centaines de milliers d'Égyptiens occuper la rue, pour faire chasser le «Raïs Moubarak est toujours là ! Mieux, il s'est même adonné, samedi matin, à une activité «classique», en présidant une réunion avec son premier ministre et quelques membres du gouvernement.

Kamel Amarni - Alger

(Le Soir) - Une réunion à laquelle a assisté le gouverneur de la Banque centrale égyptienne mais, surtout, que Moubarak a tenu à médiatiser. Au Caire, à la désormais célèbre place Attahrir, les manifestants, toujours aussi nombreux, ne désarment pas non plus. Inflexibles, ils maintiennent la même revendication maximaliste, le départ de Moubarak et la même détermination à ne quitter les lieux qu'une fois le successeur de Anouar Sadate tombe.

Hier, on était donc dans un parfait statu quo sur ce plan-là. Statu quo, tension, mais aussi d'autres inquiétants développements. Dès la matinée d'hier, un attentat a ciblé le gazoduc reliant l'Égypte à Israël, via Ghaza au niveau de la ville d'El Arrich, à l'est du pays. Non loin de là, dans le Sinâï, c'est une église copte qui a été ciblée par des pyro-

manes. Ce genre d'incidents peut facilement faire glisser l'Égypte vers l'irréparable même si, jusqu'à hier soir, les auteurs n'avaient pas encore été identifiés.

La minorité copte ayant été, pour cause, déjà victime d'un ignoble attentat fin décembre dernier. Pendant ce temps aussi, c'est le parti-Etat de Moubarak, le tout-puissant Parti national démocratique, qui prend de sérieux coups. Hier, les «dinosaurés» du parti, qui faisaient et défaisaient la politique nationale jusque-là, en l'occurrence le bureau exécutif dans son ensemble, annonçait sa démission.

Entre autres, le secrétaire général Safouat El Sharif et son adjoint et néanmoins le patron réel du parti, Gamal Moubarak. Ce dernier devait succéder à son père de président dès septembre prochain. Tout était fait dans ce sens



La rue égyptienne reste mobilisée.

avant le soulèvement du 25 janvier.

A l'ombre de son père, il détenait quasiment tous les leviers du pouvoir, et son «intronisation» ne devait être qu'une simple formalité. Or, comme son père, sa carrière politique prend, là, un brutal coup d'arrêt. Ce qui, en soi, peut consoler la rue égyptienne et la galvaniser davantage avec la «concrétisation» de cette

première victoire symbolique. Entre-temps, un autre personnage prend de plus en plus d'importance dans le paysage politique égyptien : Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue arabe qui est quasiment officiellement candidat lui aussi à la prochaine élection présidentielle.

Comme Omar Souleimane avant lui et le Premier ministre Ahmed

Shafik, Amr Moussa plaide pour «une sortie honorable» au président Moubarak. Ce discours dominant depuis quelques jours et consistant en une nécessaire «transition ordonnée en Égypte», défendu par Washington et l'ensemble des pays occidentaux, puis repris par les responsables égyptiens les plus en vue, n'a été «explicité» qu'hier soir

par l'envoyé spécial américain au Caire.

Frank Wisner, l'émissaire d'Obama, a fini par déclarer, hier soir, à Reuters que «le président égyptien Moubarak doit rester en place pour assurer la transition politique vers la démocratie». Les toutes prochaines heures connaîtront certainement bien des développements.

K. A.

●●●

Son issue pourrait d'ailleurs grandement déterminer l'attitude à suivre des autres chefs d'Etat qui ne voient pas du tout d'un œil favorable ces protestations populaires. Il reste que l'Égypte ne constitue pas elle-même un cas à part en ce sens que pour tout le Moyen-Orient, c'est une pièce majeure de puzzle géostratégique.

C'est d'abord 80 millions d'habitants qui ne possèdent pas les conditions de vie des pays à faible population mais très riches.

Sa proximité avec Israël a atrophié une armée qui a mené plusieurs guerres mais sans parvenir à un résultat espéré par les peuples arabes, c'est-à-dire vaincre cet ennemi de toujours : l'Etat hébreu. Et cela seulement a créé un réflexe de culpabilisation des chefs arabes à qui on fait endosser l'échec des guerres successives. Immobilisme, glacis des deux fronts intérieur (appauvrissement) et extérieur (Israël).

Par ailleurs, il conviendra de noter que même battus par l'ennemi commun, les peuples arabes ne s'avouèrent jamais vaincus. Cela va jouer grandement dans la contestation des pouvoirs en place du fait de la misère sociale. Un cocktail détonant s'il en faut ! Rien ne bouge et cela leur sera fatal. Face à cette faiblesse, Israël se pose en bête noire arrogante exacerbant le sentiment d'humilia-

tion des populations arabes. Mieux, l'administration Obama paraît clairement comme un protecteur docile obéissant au doigt et à l'œil aux Israéliens menés par un Netanyahu qui ne se prive plus d'imposer ses quatre volontés dans la région. Plus aucune pression n'est possible ? Bien au contraire, Obama nourrit les pires inquiétudes quant aux changements en Égypte. Appels téléphoniques à Moubarak et déclarations de presse.

Il réunit même le cabinet de sécurité nationale. L'Égypte est mise en demeure de ne pas sortir du cadre que lui assignent les Américains et Israël. C'est vital ! Quitte à heurter les sentiments nationalistes et provoquer la colère des Frères musulmans. Juste après le discours du raïs du 25 janvier, il dit ouvertement : «Au peuple d'Égypte et particulièrement à la jeunesse je vais être clair, nous entendons vos voix..»

Obama prie

Mieux, le porte-parole de la Maison Blanche affirme : «Obama a fait une prière pour le peuple égyptien.» A se demander si c'est dans une mosquée ou à l'église ! Il reste que tout cela fait ressortir davantage les graves enjeux et les craintes que nourrit Israël quant aux accords de Camp David et les différents accords bilatéraux

signés depuis sous l'ère Moubarak. Exemple : l'Égypte vend pour 1,4 milliard de m³ de gaz par an, sur une période de 20 ans. Le montant global de la transaction s'élèverait à 5 milliards de dollars. 40% de consommation de gaz de l'Etat hébreu sont fournis par l'Égypte. Rappelons que le pays du Nil se place au troisième rang en Afrique en production de gaz avec des réserves de 2060 milliards de m³, soit 16 ans de production.

Sur le plan énergétique également, l'Égypte est d'abord un nœud stratégique pour les échanges pétroliers. Il abrite, en effet, deux routes pétrolières capitales, le canal de Suez et l'oléoduc Suez-Méditerranée (Sumed). Plus d'un million de barils de brut transitent chaque jour de la mer Rouge à la Méditerranée via le canal. L'oléoduc Sumed convoie aussi un million de barils de brut par jour. Troisième source en devises de l'Égypte, le canal de Suez, c'est environ 30% du volume du trafic maritime mondial, 7 millions de dollars par jour. Dans ces conditions, un statu quo ne serait-il pas plus profitable pour tous (régime Moubarak, Israël, Etats-Unis, Europe). Pour Israël, quel meilleur gage que le régime du raïs égyptien. Au plus fort de la contestation populaire, c'est Omar Souleymane, patron des services

secrets égyptiens, qui se voit charger de la mission de sauver les meubles. Une personnalité appréciée des Israéliens. Au contraire, il apparaît comme un homme du passé source d'immobilisme qui préfère jouer la carte des nouvelles générations : «Je crois fermement que vous allez déterminer votre destinée et saisir la promesse d'un avenir meilleur pour vos enfants et petits-enfants» (Obama).

Les nouvelles générations contre l'immobilisme ?

Plus clairement, la Maison Blanche veut tourner la page des anciennes générations de chefs d'Etat arabes. Est-ce aussi pour contourner le blocage du processus de paix dans lequel l'a confinée Netanyahu par une sorte de pressions indirectes ? Ou bien encourager de nouvelles équipes dirigeantes arabes sorties de nouvelles générations plus facilement malléables car n'ayant pas l'expérience de la guerre de leurs aînés ? Quoi qu'il en soit, il s'agit de garder la haute main sur les affaires du lointain Proche-Orient. A ce propos, il serait intéressant de rappeler une réalité pas très ancienne. L'Amérique latine a, pendant longtemps, été la chasse gardée des différentes administrations américaines, l'eldorado des multinationales. La révolution san-

diniste, qui a mis à bas la dictature Somoza, a pris de court les stratèges américains de la CIA. Ce mouvement d'émancipation de la tutelle américaine enclenché, avec Cuba, poursuit sa marche depuis. Le camp progressiste va ainsi s'élargir notamment avec le bruyant et courageux Hugo Chavez du Venezuela dès 1998, suivi peu après du Bolivien Hevo Morales, de l'ex-tupamaros Pepe Mujica ou du Brésilien Luis Ignacio Lula da Silva. Et alors que les pays arabes dans leur totalité se complaisent dans leur faiblesse face à un Etat qui viole tous les accords de paix, les pays sud-américains, malgré l'opposition d'Israël, reconnaissent l'un après l'autre l'Etat palestinien au moment où les révélations de WikiLeaks montrent un Mahmoud Abbas, chef de l'Autorité palestinienne, comme une marionnette aux mains des Israéliens, au grand dam des populations arabes. On l'aura vu, les Etats-Unis et leur allié israélien suivent heure par heure les manifestations populaires en Égypte.

De leurs résultats dépendra tout l'avenir de cette région. Aucune avancée notable depuis la guerre de 1973, c'est l'impasse porteuse de germes d'une explosion que nous vivons aujourd'hui même.

B. T.